



JOURNÉE D'ACTION DU 2 OCTOBRE IL EN FAUDRA PLUS POUR ARRÊTER CE GOUVERNEMENT !

La proposition du président de la FGTB Robert Verteneuil de transformer la journée d'action contre l'accord d'été du gouvernement en une grève générale a été retirée pour l'instant. Mais Verteneuil avait raison. Si nous ne frappons pas maintenant, quand le ferons-nous ?

L'accord d'été du gouvernement Michel n'est après tout pas des moindres. Il comprend une révision complète de la formation des salaires. Le gouvernement et le patronat veulent s'éloigner des barèmes collectifs fondés sur l'expérience et l'ancienneté pour les remplacer par une formation salariale basée sur la prestation et la productivité. Cela poussera les salaires vers le bas et la pression du travail vers le haut.

En même temps, le gouvernement veut réduire l'enveloppe de l'aide sociale pour les allocataires sociaux, réduire plus rapidement les prestations de chômage après une première période (dégressivité) et imposer un service communautaire non rémunéré aux chômeurs de longue durée, parce qu'être relégué dans la réserve de travail pour faire une pression sur les salaires, ça n'a de sens que si l'on peut être activé. Il souhaite également relever l'âge minimum du crédit-temps pour les fins de carrière et pour la retraite anticipée en cas de restructuration (RCC). Enfin, les fonctionnaires ne pourront plus cumuler leurs congés de maladie d'année en année.

Cet été, les syndicats avaient déjà annoncé qu'ils ne se contenteraient pas de laisser passer ça. Les syndicats de la fonction publique allaient entrer en action en septembre et le front commun syndical a choisi le 2 octobre comme journée d'action pour répondre au gouvernement. Depuis lors, cependant, tout est devenu silencieux. La résistance tant vantée des syndicats de la fonction publique... est jusqu'ici un secret bien gardé.

Est-ce parce que le même scénario menaçait pour le front commun syndical que Verteneuil a voulu forcer la main ? Nous le craignons. Les actions dont nous avons entendu parler avant le 2 octobre étaient une action à Turnhout pour la province d'Anvers et un quizz en Flandre orientale. En bref : totalement insatisfaisant, une insulte aux militants et une invitation au gouvernement à y aller encore plus fort.

Ce n'est pas surprenant que la CSC traîne en longueur. Pourtant, là aussi, de nombreux militants se lassent de l'attitude de la direction. L'annonce unilatérale de Verteneuil était-elle la meilleure

façon d'augmenter la pression sur la direction de la CSC ? Peut-être pas. Néanmoins, nous estimons que les plus hautes instances de la FGTB ont commis une erreur en rappelant Verteneuil à l'ordre. Elles auraient tout aussi bien pu appeler à une grève le matin, si nécessaire par la FGTB seule, suivie de manifestations du front commun syndical l'après-midi. De cette façon, il aurait été évité que le président ne soit affaibli, parce que l'on peut être sûr que l'on aura vu dans le « Groupe des 10 » que Verteneuil n'a pas été suivi par ses propres instances.

Le PSL soutient l'appel à participer massivement aux actions du 2 octobre, mais demande surtout la mise en place d'un plan d'action sérieux qui puisse conduire à une grève générale avant la fin de l'année, comme l'a demandé la FGTB de Charleroi & Sud Hainaut dans son communiqué de presse. Nous soutenons également l'annonce de la FGTB de Liège-Huy-Waremme d'une grève régionale de 24 heures le 2 octobre. Mais ce qu'il faut avant tout, ce sont des concentrations militantes et des réunions du personnel pour construire ces actions, non pas pour informer pour la énième fois, mais pour faire comprendre que, cette fois, c'est sérieux.

Que se passera-t-il si nous ne le faisons pas ? Olivier Chastel (MR) a déjà annoncé son intention de poursuivre avec cette coalition de droite après les élections du 26 mai 2019. Dans ce cas, la N-VA veut que ses positions socio-économiques soient encore plus reflétées. La N-VA vise à limiter les allocations de chômage dans le temps, à imposer une personnalité juridique aux syndicats et à disposer d'un aperçu des fonds de grève ainsi qu'à retirer des syndicats et des mutuelles la gestion des allocations de chômage et de maladie. Ce n'est rien de moins que de paralyser les syndicats, comme l'a fait Thatcher au Royaume-Uni dans les années '80. Il faut arrêter ça maintenant, parce que plus nous attendons, plus cela deviendra difficile.



WWW.SOCIALISME.BE

FACEBOOK.COM/SOCIALISME.BE

Nous ne pouvons pas compter sur les médias traditionnels pour relayer notre colère et nos combats !
Achetez le journal *Lutte Socialiste* pour 2 € ou prenez un abonnement à 20 € (ou plus en soutien).

